

ORDRE NATIONAL DES MASSEURS KINESITHERAPEUTES

91 bis, rue du Cherche midi
75006 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

83-85 boulevard de Charonne - 75011 PARIS - Tél. 01 400 954 54

Fax 01 400 954 56 - E-mail paris@fcn.fr - www.fcn.fr

Société Anonyme au capital de 10 758 176 € - Siège social : 45 rue des Moissons B.P. 40428 51065 Reims Cedex - RCS Reims 337 080 089 - APE 6920Z

Société d'Experts-Comptables inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région de Champagne

Société de commissaires aux comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Reims

Membre de MGI, réseau international d'experts-comptables indépendants - Société référencée au PCAOB

Impression réalisée sur un papier 100 % recyclé

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

ORDRE NATIONAL DES MASSEURS KINESITHERAPEUTES
91bis, rue du Cherche midi
75006 PARIS

A Mesdames et Messieurs les membres du Conseil National,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil National, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Ordre National des Masseurs Kinésithérapeutes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Ordre National des Masseurs Kinésithérapeutes à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.9 de l'annexe des comptes annuels relatif à la reprise de la provision qui n'est plus d'actualité, au titre des prélèvements sociaux qui auraient pu être appliqués aux indemnités d'élus.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Appréciation comptable des cotisations

En l'absence d'une véritable comptabilité auxiliaire des adhérents de l'Ordre, les cotisations à recevoir à la clôture de l'exercice font l'objet d'une évaluation d'après les appels de cotisations émis au titre des années N-4 à N, pondérés d'un coefficient de recouvrabilité et diminués des cotisations effectivement encaissées sur ces mêmes périodes. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues, telles que décrites aux points 1.2.7 et 2.13 de l'annexe aux comptes annuels, et sur la base des éléments disponibles, avons mis en œuvre des tests pour vérifier, l'application de ces méthodes.

Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de l'Ordre présenté par le Président et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil National.

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ORDRE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Ordre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'Ordre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 6 juin 2019 par le Bureau National.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Ordre.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 11 juin 2019

FCN

Commissaire aux Comptes



Serge FLOCH
Associé



Pamela BONNET
Associée

ANNEXE DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✘ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✘ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✘ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✘ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Ordre à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ✘ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2018

ORDRE NATIONAL DES MASSEURS KINESITHERAPEUTES

91bis, rue du Cherche midi

75006 PARIS

BILAN ACTIF

| en Euros | VALEURS BRUTES 31/12/2018 | AMORT. DEPREC. 31/12/2018 | VALEURS NETTES 31/12/2018 | VALEURS NETTES 31/12/2017 |
|---|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <u>ACTIF IMMOBILISE</u> | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Logiciels et licences | 752 910 | 668 166 | 84 744 | 35 796 |
| Immob. incorporelles en cours | 219 427 | | 219 427 | 85 375 |
| Avances et acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrain | 919 267 | | 919 267 | 838 485 |
| Constructions | 5 530 759 | 1 473 754 | 4 057 004 | 3 865 904 |
| Installations générales, agenc. et divers | 2 841 682 | 2 434 013 | 407 669 | 586 938 |
| Matériels de bureau et informatiques | 1 518 786 | 1 409 399 | 109 387 | 147 836 |
| Mobilier | 760 985 | 711 463 | 49 522 | 53 503 |
| Immob. corporelles en cours | 15 624 216 | | 15 624 216 | 14 230 091 |
| Avances et acomptes sur immo. corporelles | 58 797 | | 58 797 | 472 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | 81 520 | | 81 520 | 93 164 |
| Créances rattachées à des participations | 5 299 | | 5 299 | 4 799 |
| Dépôts et cautionnements | 210 885 | | 210 885 | 209 243 |
| Autres immobilisations financières | 43 748 | | 43 748 | 38 860 |
| Autres prêts | 3 810 | | 3 810 | 1 139 |
| Total | 28 572 091 | 6 696 795 | 21 875 296 | 20 191 605 |
| <u>ACTIF CIRCULANT</u> | | | | |
| Créances | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 10 061 | | 10 061 | 9 651 |
| Cotisations et autres créances assimilées | 563 779 | | 563 779 | 199 633 |
| Autres créances | 175 673 | | 175 673 | 17 688 |
| Valeurs mobilières de placement | 980 673 | | 980 673 | 2 069 010 |
| Disponibilités | 18 375 257 | | 18 375 257 | 15 539 410 |
| Total | 20 105 443 | | 20 105 443 | 17 835 392 |
| <u>COMPTES DE REGULARISATION</u> | | | | |
| Charges constatées d'avance | 259 165 | | 259 165 | 201 550 |
| TOTAL ACTIF | 48 936 699 | 6 696 795 | 42 239 904 | 38 228 547 |
| | | | | |

BILAN PASSIF

| en Euros | VALEURS 31/12/2018 | VALEURS 31/12/2017 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <u>CAPITAUX PROPRES</u> | | |
| Réserves | 18 832 549 | 16 152 798 |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveaux | | |
| Résultat de l'exercice | 6 237 819 | 2 679 751 |
| Total | 25 070 368 | 18 832 549 |
| <u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u> | | |
| Provisions pour risques | 303 000 | 1 310 522 |
| Provisions pour charges | 129 222 | |
| Total | 432 222 | 1 310 522 |
| <u>DETTES</u> | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 14 679 767 | 16 040 199 |
| Emprunts et dettes financières divers | 2 904 | 3 449 |
| Avances et acomptes recus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 868 469 | 706 632 |
| Dettes fiscales et sociales | | |
| Personnel | 347 130 | 337 142 |
| Organismes sociaux | 642 772 | 779 705 |
| Etat, impôts et taxes | 187 386 | 141 170 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 3 020 | 1 957 |
| Groupe | | |
| Autres dettes | 5 561 | 74 931 |
| Total | 16 737 010 | 18 085 186 |
| <u>COMPTES DE REGULARISATION</u> | | |
| Produits constatés d'avance | 304 | 291 |
| TOTAL PASSIF | 42 239 904 | 38 228 547 |
| | | |

**COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE
DU 01/01/2018 AU 31/12/2018**

| en Euros | VALEURS 31/12/2018 (12 mois) | % CA | VALEURS 31/12/2017 (12 mois) | % CA | VARIATIONS 2018 vs 2017 | Δ % |
|---|------------------------------------|-------------|------------------------------------|-------------|----------------------------|-------------|
| Revenus | 21 583 737 | 100% | 20 400 574 | 100% | 1 183 163 | 6% |
| PRODUITS | 21 583 737 | 100% | 20 400 574 | 100% | 1 183 163 | 6% |
| Reprises sur provisions et transfert de charges | 1 281 907 | 6% | 274 667 | 1% | 1 007 239 | 367% |
| Autres produits | 2 762 | n/s | 2 434 | n/s | 328 | 13% |
| AUTRES PRODUITS | 1 284 669 | 6% | 277 101 | 1% | 1 007 567 | 364% |
| Achats | 302 025 | 1% | 356 798 | 2% | -54 773 | -15% |
| Autres achats et charges externes | 9 610 192 | 45% | 10 411 620 | 51% | -801 428 | -8% |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 717 512 | 3% | 824 254 | 4% | -106 741 | -13% |
| Salaires et traitements | 3 820 843 | 18% | 3 814 903 | 19% | 5 940 | 0% |
| Charges sociales | 1 523 947 | 7% | 1 581 419 | 8% | -57 472 | -4% |
| Amortissements et provisions | 937 127 | 4% | 1 055 416 | 5% | -118 289 | -11% |
| Autres charges | 2 338 | 0% | 3 405 | 0% | -1 066 | -31% |
| CHARGES DE STRUCTURE | 16 913 985 | 78% | 18 047 815 | 88% | -1 133 830 | -6% |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 5 954 421 | 28% | 2 629 860 | 13% | 3 324 561 | 126% |
| Produits financiers | 62 715 | 0% | 112 273 | 1% | -49 558 | -44% |
| Charges financières | 182 617 | 1% | 61 457 | 0% | 121 161 | 197% |
| RESULTAT FINANCIER | -119 902 | n/s | 50 817 | n/s | -170 719 | n/s |
| RESULTAT COURANT | 5 834 518 | 27% | 2 680 677 | 13% | 3 153 841 | 118% |
| Produits exceptionnels | 573 754 | 3% | 54 520 | 0% | 519 234 | 952% |
| Charges exceptionnelles | 170 454 | 1% | 55 446 | 0% | 115 007 | 207% |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 403 301 | n/s | -926 | n/s | 404 227 | n/s |
| Participation des salariés | | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 6 237 819 | 29% | 2 679 751 | 13% | 3 558 068 | 133% |

1 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1 PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'Ordre National des Masseurs Kinésithérapeutes ont été établis sur la base des principes comptables généralement admis, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

1.2 REGLES ET METHODES

1.2.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des immobilisations correspond au coût d'acquisition des biens (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens, à savoir :

| | |
|-------------------------------------|---|
| Concessions, brevets, logiciels | : linéaire sur 1, 3 ou 4 ans |
| Terrains | : non amortissables |
| Biens immobiliers non décomposables | : linéaire sur 7, 20 ou 40 ans |
| Installations et agencements | : linéaire sur 7 ans |
| Matériel de bureau | : linéaire sur 3 ans |
| Matériel informatique | : linéaire sur 3 ou 4 ans (linéaire 1 an si exercice d'une option d'achat suite à un contrat de LLD ou crédit-bail) |
| Mobilier | : linéaire sur 5 ans |

L'analyse des actifs immobiliers n'a -dans la plupart des cas- pas permis d'identifier la présence de composants susceptibles d'être amortis sur une durée significativement différente de celle de l'immobilisation principale. En conséquence, il a été fait dérogation aux règlements CRC 2002-10 et 2003-07 pour ce qui concerne le principe de comptabilisation par composants pour ce type d'immobilisations.

Le recours aux services d'un expert immobilier est systématique lorsque l'actif a une valeur supérieure à 1 000 K€.

1.2.2 Immobilisations financières

Les Titres de participation sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût d'entrée.

Lorsque la valeur vénale des titres inscrits à l'actif du bilan est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée pour chaque titre à hauteur du risque encouru.

Ce principe est également appliqué aux créances rattachées à ces participations.

1.2.3 Créances

Les créances sont inscrites à l'actif du bilan pour leur valeur nominale.

Si nécessaire, une provision pour dépréciation est constituée en fonction du risque de non recouvrement encouru sur chacune d'elles.

1.2.4 Valeurs mobilières de placement

Les Valeurs Mobilières de Placement sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'entrée.

A la clôture de l'exercice, en présence de moins-value latente, une provision pour dépréciation est constituée à due concurrence.

1.2.5 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées en fonction de leur nature et du risque effectivement encouru.

1.2.6 Elaboration des comptes de l'Ordre

Chaque Conseil (National, Régional ou Départemental) est responsable de la saisie comptable des opérations le concernant. Le Conseil National établit les écritures d'inventaire et d'arrêté des comptes à partir des éléments qui lui sont transmis.

Les comptes de l'Ordre consistent en la sommation des comptabilités de toutes ces structures, retraitée des éliminations des dettes et créances réciproques ainsi que des produits et charges réciproques (écritures de présentation du Bilan).

1.2.7 Evaluation des cotisations de l'exercice

Le système de gestion des cotisations et du Tableau ne permet pas, dans sa configuration actuelle, de justifier de manière suffisamment fiable les cotisations à recevoir à la clôture d'un exercice.

Pour les comptes 2018 et pour la première fois, les cotisations à recevoir à la clôture d'un exercice N sont évaluées sur la base des appels de cotisations émis au titre des années N-4 à N, pondérés d'un coefficient de recouvrabilité et diminués des cotisations effectivement encaissées sur ces mêmes périodes.

En 2018 et sur la base des cotisations appelées au titre de 2012 à 2017, le coefficient de recouvrabilité moyen constaté est de 95,14%.

Les produits 2018 de l'Ordre sont donc constitués des rubriques suivantes :

- les cotisations encaissées au cours de l'exercice comptable 2018 ;
- les cotisations à recevoir évaluées selon la méthode décrite ci-dessus.

Précédemment, les cotisations à recevoir à la clôture d'un exercice N étaient évaluées sur la base des cotisations encaissées en N+1 au titre des exercices N et antérieurs à une date proche de celle de l'arrêté des comptes.

Les produits 2017 de l'Ordre étaient donc constitués des rubriques suivantes :

- les cotisations encaissées au cours de l'exercice comptable 2017 ;
- les cotisations 2017 et antérieures encaissées et identifiées en 2018 jusqu'au 23/02/2018.

1.2.8 Evènements significatifs

Siège du Conseil National

En décembre 2017, le Conseil National s'est porté acquéreur d'un nouveau siège social. Les opérations d'acquisition et d'aménagement sont en cours à la fin de l'exercice (cf. § 2.2) et sont principalement financées par deux emprunts souscrits par le CNO auprès de la Société Générale (cf. § 2.10).

Traitement social des indemnités des élus

Pour tenir compte des récents revirements de jurisprudence, le Conseil National, par le biais d'une circulaire en date du 4 juin 2018, a décidé de demander à ses représentations (National, Régionales ou Départementales) de saisir les caisses de sécurité sociale pour obtenir le remboursement des contributions sociales (CSG, CRDS) ayant grevé les indemnités versées aux élus des instances pour la période 2015-2018. Les procédures de remboursement validées sans contestation à la date d'arrêté des comptes ont été comptabilisées sur l'exercice en rubrique "produits exceptionnels".

Compte tenu du fait que ces indemnités ont subi l'impôt entre les mains des bénéficiaires pour un montant supérieur au montant net effectivement perçu (réintégration de la CSG non déductible et de la CRDS), les instances concernées par les remboursements de contributions procèdent au reversement de la quote-part ayant subi l'impôt directement aux élus. Ces reversements effectués ou à effectuer sont comptabilisées sur l'exercice en "charges exceptionnelles".

1.2.9 Evènements postérieur à la clôture

Siège du Conseil National

En 2019, le Conseil National a aménagé et investi ses nouveaux locaux, désormais opérationnels.

2 COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (en Euros)

| | Brut au début de l'exercice | Augmentation de l'exercice | Virement poste à poste | Diminution de l'exercice | Brut à la fin de l'exercice |
|---|-----------------------------|----------------------------|------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| Concessions, brevets, logiciels, licences | 644 342 | 19 645 | 89 155 | -232 | 752 910 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 85 375 | 223 207 | -89 155 | | 219 427 |
| Avances, acomptes versés s/commandes | | | | | |
| Total | 729 717 | 242 852 | | -232 | 972 337 |

Le solde des immobilisations incorporelles en cours correspond principalement aux investissements effectués par le Conseil National aux fins de modernisation du système d'information de l'Ordre et qui n'ont pas encore été déployés.

2.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (en Euros)

| | Brut au début de l'exercice | Augmentation de l'exercice | Virement poste à poste | Diminution de l'exercice | Brut à la fin de l'exercice |
|--------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| Terrains | 838 485 | 80 781 | | | 919 267 |
| Constructions | 5 102 580 | 428 179 | | | 5 530 759 |
| Installations générales | 2 804 437 | 44 175 | | -6 930 | 2 841 682 |
| Matériel de bureau et informatique | 1 482 659 | 57 440 | | -21 312 | 1 518 786 |
| Mobilier | 748 102 | 14 210 | 472 | -1 799 | 760 985 |
| Immobilisations corporelles en cours | 14 230 091 | 1 394 125 | | | 15 624 216 |
| Avances, acomptes versés s/commandes | 472 | 58 797 | -472 | | 58 797 |
| Total | 25 206 825 | 2 077 708 | | -30 042 | 27 254 491 |

Le solde des "immobilisations en cours" correspond principalement à l'acquisition du nouveau siège de l'Ordre signée par le Conseil National le 28 décembre 2017 (pour 14 226 525 euros) et des aménagements afférents (pour 1 157 476 euros). La mise en service sera effective au premier semestre 2019.

2.3 AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (en Euros)

| | Cumul au début de l'exercice | Augmentation de l'exercice | Diminution de l'exercice | Cumul à la fin de l'exercice |
|---|------------------------------|--|--------------------------|------------------------------|
| Concessions, brevets, logiciels, licences | 608 546 | 59 852 | -232 | 668 166 |
| Constructions | 1 236 676 | 237 079 | | 1 473 754 |
| Installations générales | 2 217 499 | 223 444 | -6 930 | 2 434 013 |
| Matériel de bureau et informatique | 1 334 823 | 95 889 | -21 312 | 1 409 399 |
| Mobilier | 694 599 | 18 664 | -1 799 | 711 463 |
| Total | 6 092 142 | 634 927 | -30 274 | 6 696 795 |
| | | - dotations d'exploitation aux amortissements | 634 927 | |
| | | - dotations exceptionnelles aux amortissements | - | |
| | Total | | 634 927 | euros |

2.4 IMMOBILISATIONS FINANCIERES (en Euros)

| | Brut au début de l'exercice | Augmentation de l'exercice | Virement poste à poste | Diminution de l'exercice | Brut à la fin de l'exercice |
|--|-----------------------------|----------------------------|------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| Titres de participation | 65 367 | | | | 65 367 |
| Créances rattachées à des participations | 4 799 | 500 | | | 5 299 |
| Autres participations | 27 798 | | | -11 644 | 16 154 |
| Dépôts de garantie locaux | 209 243 | 7 583 | | -5 941 | 210 885 |
| Dépôts de garantie matériels | 4 860 | | | -412 | 4 448 |
| Autres dépôts de garantie | 34 000 | 5 300 | | | 39 300 |
| Prêt effort de construction | 1 139 | 2 671 | | | 3 810 |
| Total | 347 205 | 16 054 | | -17 997 | 345 263 |

Les titres de participation sont des titres de SCI propriétaires des locaux occupés par les Conseils départementaux et régionaux.

Les créances rattachées sont des avances en compte-courant consenties à ces mêmes SCI.

Les autres participations sont constituées de parts souscrites auprès de banques mutualistes ou coopératives. Les baisses constatées sur ce poste sont à mettre en relation avec les clôtures de comptes du fait du changement de partenaire bancaire "de référence".

Les autres dépôts de garantie sont constitués de consignations versées pour plusieurs litiges en cours.

2.5 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont majoritairement constituées de produits de trésorerie présentant une exposition quasi-nulle aux risques de marché.

L'absence d'écart de moins-value latente à la date de clôture de l'exercice justifie l'absence de dépréciation.

2.6 PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir sont les suivants :

| | | |
|---|----------------|--------------|
| - Cotisations à recevoir (cf. § 1.2.7) | 554 589 | |
| - Produits des refacturations | 9 190 | |
| - Fournisseurs, rabais remises et ristournes | 126 | |
| - Urssaf remboursement CSG/CRDS sur indemnités des élus (cf. § 1.2.8) | 151 825 | |
| - Organismes sociaux | 933 | |
| - Etat | 7 431 | |
| - Banques et intérêts courus | 86 201 | |
| Total | 810 296 | euros |

2.7 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance pour 259 165 euros correspondent à des charges d'exploitation facturées sur l'exercice 2018 et relatives à :

| | | |
|--------------------------|----------------|--------------|
| - l'exercice 2019 | 246 017 | |
| - les exercices suivants | 13 148 | |
| Total | 259 165 | euros |

2.8 ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**2.8.1 Echéances des créances à la clôture de l'exercice**

Les créances inscrites à l'actif du bilan ont une échéance inférieure à un an.

2.8.2 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice

Les dettes inscrites au passif ont une échéance inférieure à un an à l'exception des emprunts (cf. § 2.10).

2.9 PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES (en Euros)

| | Cumul au début de l'exercice | Augmentation de l'exercice | Diminution de l'exercice | Cumul à la fin de l'exercice |
|---|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| Éventuels risques prud'homaux identifiés | 62 022 | 137 978 | | 200 000 |
| Éventuels litiges liés à la tenue du tableau identifiés | 172 500 | 35 000 | -104 500 | 103 000 |
| Historiquement L'absence de texte régissant clairement le traitement social à appliquer aux indemnités versées aux Conseillers ordinaires entraînait des divergences de point de vue quant aux positions à retenir. Tout en étant prêt à défendre sa position, l'Ordre avait décidé par mesure de prudence de provisionner le risque le plus défavorable. | 1 076 000 | | -1 076 000 | - |
| Actualisation Compte tenu de l'évolution récente de la jurisprudence (Cour de cassation), l'Ordre a décidé de reprendre la provision précédemment constituée. | | | | |
| Frais de remise en état des locaux du siège du Conseil National rue de Réaumur | - | 129 222 | | 129 222 |
| Total | 1 310 522 | 302 200 | -1 180 500 | 432 222 |
| - dotations/reprises d'exploitation | | 302 200 | -1 180 500 | |
| - dotations/reprises exceptionnelles | | | | |
| Total | | 302 200 | -1 180 500 | euros |

2.10 EMPRUNTS (en Euros)

Les emprunts contractés par l'Ordre auprès des établissements bancaires et inclus dans ce poste se décomposent comme suit :

| Emprunteur | Taux | Durée initiale | Dettes au début de l'exercice | Souscription de la période | Rembour- sement de la période | Dettes à la clôture de l'exercice | |
|-------------------------------|-------|-------------------|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|---|-------------------|
| CNO emprunt n°1 (1) | 1,25% | 180 mois | 9 000 000 | | -249 592 | 8 750 408 | |
| CNO emprunt n°2 (1) | 0,60% | 84 mois | 4 000 000 | | -561 197 | 3 438 803 | |
| CRO Centre - Val de Loire | 1,30% | 105 mois | 49 527 | | -6 046 | 43 481 | |
| CRO Bourgogne - Franche Comté | 2,50% | 173 mois | 29 428 | | -3 327 | 26 102 | |
| CRO Hauts-de-France | 2,80% | 84 mois | 12 560 | | -6 469 | 6 091 | |
| CRO Grand Est | 1,55% | 120 mois | 92 210 | | -92 210 | - | |
| CRO Pays de la Loire | 2,30% | 120 mois | 34 124 | | -4 857 | 29 267 | |
| CRO Auvergne Rhône-Alpes n°1 | 1,65% | 240 mois | 111 518 | | -7 701 | 103 817 | |
| CRO Auvergne Rhône-Alpes n°2 | 1,65% | 225 mois | 114 934 | | -7 936 | 106 997 | |
| CDO Ariège | 1,30% | 120 mois | 38 507 | | -4 060 | 34 447 | |
| CDO Aude | 1,75% | 180 mois | 70 807 | | -4 724 | 66 083 | |
| CDO Côte-d'Or | 2,50% | 174 mois | 79 105 | | -8 842 | 70 263 | |
| CDO Haute-Garonne | 1,55% | 120 mois | 119 973 | | -13 888 | 106 085 | |
| CDO Indre-et-Loire | 1,05% | 119 mois | 63 283 | | -6 675 | 56 608 | |
| CDO Landes | 1,75% | 180 mois | 121 049 | | -8 306 | 112 742 | |
| CDO Loire-Atlantique | 2,22% | 240 mois | 272 498 | | -272 498 | - | |
| CDO Loiret | 1,30% | 105 mois | 49 527 | | -6 046 | 43 481 | |
| CDO Meurthe-et-Moselle | 1,65% | 180 mois | 128 555 | | -8 940 | 119 615 | |
| CDO Moselle | 1,55% | 144 mois | 207 593 | | -19 170 | 188 423 | |
| CDO Nord | 2,80% | 72 mois | 7 456 | | -7 456 | - | |
| CDO Pyrénées-Atlantiques | 2,35% | 216 mois | 163 433 | | -13 063 | 150 370 | |
| CDO Hautes-Pyrénées | 1,25% | 120 mois | 64 723 | | -6 771 | 57 952 | |
| CDO Rhône | 1,80% | 196 mois | 116 906 | | -10 207 | 106 699 | |
| CDO Savoie | 1,55% | 120 mois | 78 029 | | -8 936 | 69 093 | |
| CDO Paris | 2,10% | 240 mois | 821 288 | | -56 356 | 764 932 | |
| CDO Vaucluse | 1,55% | 120 mois | 60 339 | | -6 836 | 53 503 | |
| CDO Vienne | 1,25% | 120 mois | | 66 686 | -2 615 | 64 071 | |
| CDO Seine-Saint-Denis | 1,30% | 120 mois | 121 808 | | -13 098 | 108 710 | |
| Total | | | 16 029 181 | 66 686 | -1 417 823 | 14 678 044 | |
| | | | | | | - Capital restant dû à moins d'un an | 1 059 561 |
| | | | | | | - Capital restant dû de un à cinq ans | 4 323 079 |
| | | | | | | - Capital restant dû à plus de cinq ans | 9 295 403 |
| | | | | | | Total | 14 678 044 |

La majeure partie des emprunts bancaires contractés par les structures est destinée à l'acquisition ou l'aménagement des locaux occupés.

(1) Ces deux nouveaux emprunts du Conseil National financent l'acquisition du nouveau siège de l'Ordre et ses aménagements (cf. § 1.2.8 et § 2.2).

2.11 CHARGES A PAYER

Les charges à payer se décomposent comme suit :

| | | |
|---|------------------|--------------|
| - CSG/CRDS à reverser aux élus au titre des remboursements Urssaf (cf. § 1.2.8) | 151 401 | |
| - Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 266 712 | |
| - Personnel | 324 424 | |
| - Organismes sociaux | 198 085 | |
| - Etat | 187 386 | |
| - Banque et intérêts courus | 3 316 | |
| Total | 1 131 324 | euros |

2.12 DETAIL DES REVENUS DE L'ORDRE

Les revenus de l'Ordre se décomposent comme suit :

| | | |
|---------------------------------|-------------------|--------------|
| - Cotisations (cf. § 2.13) | 21 545 778 | |
| - Dons et Legs | 300 | |
| - Revenus des activités annexes | 37 658 | |
| Total | 21 583 737 | euros |

2.13 RESSOURCES DE L'ORDRE : DETAIL DES PRODUITS DES COTISATIONS

| | 2018 (en euros) | 2017 (en euros) |
|--|-----------------------|--------------------|
| L'ensemble des cotisations encaissées nettes des impayés et remboursements s'élève sur l'exercice N à | 21 110 744 | 20 269 989 |
| - sur ce volume, certaines cotisations ne pouvaient pas être attribuées au CDO auquel se rattache le cotisant ⁽¹⁾ | -5 561 | -74 931 |
| - les cotisations non affectées en N-1 et réparties en N s'élevaient à la somme de | 74 931 | 46 151 |
| De ce fait, les cotisations nettes collectées et réparties s'élèvent à un montant de | 21 180 114 | 20 241 209 |
| Ces cotisations ont été réparties ⁽²⁾ selon la péréquation suivante : | | |
| - Conseils départementaux | 30% 6 354 034 | 6 072 363 |
| - Conseils régionaux | 6% 1 270 807 | 2 024 121 |
| - National | 64% 13 555 273 | 12 144 725 |
| | Σ = 21 180 114 | 20 241 209 |
| Les cotisations à recevoir relatives aux exercices N et précédents (cf. § 2.6) sont constatées ⁽³⁾ en N pour | 554 589 | 188 925 |
| Les opérations N-1 de césure d'exercice ont eu un impact comptable sur l'exercice N pour | -188 925 | -69 169 |
| Produits comptabilisés | 21 545 778 | 20 360 965 |

⁽¹⁾ en N+1, ces sommes ont été régularisées

⁽²⁾ cette répartition est calculée par le système informatique de gestion. La quotité a changé en 2018, elle était respectivement de 30%,10% et 60% en 2017.

⁽³⁾ en 2018, la méthode d'évaluation des produits à recevoir a été modifiée selon la méthode décrite § 1.2.7 pour estimer au mieux les cotisations appelées restant à encaisser.

Au 31 décembre 2018, les cotisations à recevoir de l'Ordre sont de 554 589 euros.

En comparaison, avec la même méthode les produits à recevoir de l'Ordre auraient été au 31 décembre 2017 de 644 990 euros (au lieu de 188 925 euros).

2.14 DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de l'Ordre se décompose comme suit :

| | charges | produits | |
|--|----------------|----------------|--------------|
| - CSG/CRDS : remboursement perçus et reversements accordés (cf. § 1.2.8) | 155 171 | 539 646 | |
| - Litiges : condamnations et transactions | | 14 882 | |
| - Pénalités fiscales et sociales | 1 076 | | |
| - Subventions et sponsoring reçus | | 4 850 | |
| - Sorties d'immobilisations financières | 11 644 | 11 655 | |
| - Autres opérations exceptionnelles (indemnités, remboursements, ...) | 2 562 | 2 721 | |
| Total | 170 454 | 573 754 | euros |

2.15 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

Les organes de direction ne sont pas rémunérés mais bénéficient d'une indemnisation et du remboursement de leurs frais sur justificatifs, au titre de leur mission ordinaire et dans le respect des dispositions du Code de la Santé Publique et du Règlement de Trésorerie.

2.16 ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAILS

Les engagements découlant des contrats conclus ne sont pas considérés comme significatifs :

- 8 contrats recensés pour des copieurs dans 8 structures,
- 3 contrats recensés pour des matériels informatiques ou de téléphonie dans 4 structures.

Le Conseil départemental de l'Hérault a souscrit un bail professionnel avec option d'achat d'une durée de 12 ans jusqu'en septembre 2022.

Les loyers déjà payés au 31/12/2018 s'élèvent à 114 246 euros.

L'engagement de loyers restant à verser à cette même date est de 51 930 euros.

Le Conseil départemental de l'Isère a souscrit un bail commercial avec option d'achat d'une durée de 9 ans jusqu'en mai 2022.

Les loyers déjà payés au 31/12/2018 s'élèvent à 114 600 euros.

L'engagement de loyers restant à verser à cette même date est de 74 274 euros.

2.17 CAUTIONS ET AUTRES GARANTIES

Les cautions et autres garanties ont été données par les structures ordinaires principalement lors de la souscription d'emprunts et sont détaillées ci-après :

| Garant | Prêteur | Emprunteur | Montant Garanti | Type de garantie |
|---------------------------|--------------|------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| CNO | Société Gén. | Toutes structures ordinaires | 700 000 | Nantissement de compte à terme |
| CNO | Société Gén. | CNO | 14 950 000 | Privilège de prêteur de deniers |
| CNO | Banque Pop. | CDO Côte d'Or | 126 000 | Caution solidaire du CNOMK |
| CNO | Banque Pop. | CRO Bourgogne-Franche Comté | 47 000 | Caution solidaire du CNOMK |
| CDO Ariège | Société Gén. | CDO Ariège | 48 891 | Privilège de prêteur de deniers |
| CDO Haute-Garonne | Société Gén. | CDO Haute-Garonne | 144 883 | Privilège de prêteur de deniers |
| CDO Loiret | Société Gén. | CDO Loiret | 55 000 | Privilège de prêteur de deniers |
| CDO Pyrénées-Atlantiques | Banque Pop. | CDO Pyrénées-Atlantiques | 174 000 | Privilège de prêteur de deniers |
| | Banque Pop. | | 56 000 | Hypothèque |
| CDO Hautes-Pyrénées | Société Gén. | CDO Hautes-Pyrénées | 81 484 | Privilège de prêteur de deniers |
| CDO Rhône | Banque Pop. | CDO Rhône | 160 000 | Privilège de prêteur de deniers |
| CDO Savoie | Société Gén. | CDO Savoie | 14 000 | Privilège de prêteur de deniers |
| | Société Gén. | | 79 337 | Hypothèque |
| CDO Paris | BRED | CDO Paris | - | Hypothèque "sans concours" |
| CDO Vaucluse | Société Gén. | CDO Vaucluse | 71 500 | Privilège de prêteur de deniers |
| CDO Vienne | Société Gén. | CDO Vienne | 66 686 | Privilège de prêteur de deniers |
| CDO Seine-Saint-Denis | Société Gén. | CDO Seine-Saint-Denis | 157 407 | Privilège de prêteur de deniers |
| CRO Pays de la Loire | Banque Pop. | CRO Pays de la Loire | 49 900 | Privilège de prêteur de deniers |
| CRO Auvergne-Rhône Alpes | Banque Pop. | CRO Auvergne-Rhône Alpes | 150 000 | Privilège de prêteur de deniers |
| CRO Centre - Val de Loire | Société Gén. | CRO Centre- Val de Loire | 55 000 | Privilège de prêteur de deniers |

2.18 EFFECTIF SALARIE

L'effectif employé au cours de l'exercice par l'ensemble des structures ordinaires s'établit à 178 personnes contre 180 personnes au cours de l'exercice précédent.

2.19 ENGAGEMENTS DE FIN DE CARRIERE

La valorisation des engagements de fin de carrière a été faite en date du 31/12/2018 par l'assureur SOGECAP pour l'ensemble des structures ordinales employant des salariés.

Les droits acquis par ces salariés au titre des indemnités futures de fin de carrière ont été déterminés en fonction de l'âge, de l'ancienneté et de la rémunération actuelle de chaque salarié. À ces données ont été appliquées des hypothèses d'évolution salariale, d'espérance de vie, de taux de rotation du personnel et d'âge estimé de départ à la retraite.

Le montant des engagements de retraite non comptabilisés à cette date s'établit à 108 365 euros, compte tenu d'un taux d'actualisation de 1,70% et des hypothèses retenues :

| | | |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------|
| - Tables de mortalité | TH 00-02 (vie) et TF 00-02 (vie) | |
| - Taux de charges patronales | 48,00% | |
| - Progression annuelle des salaires | +2,00% | |
| et en fonction de la catégorie : | | |
| | Cadres | Non cadres |
| - Âge de cessation d'activité | 63-65 ans | 60-62 ans |
